

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – Liberté, Égalité, Fraternité
Département de l'AIN – Arrondissement de BELLEY - Commune de LAGNIEU

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 2026-04-06

L'an deux mille vingt-six, le 3 avril, le conseil municipal de LAGNIEU s'est réuni, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la présidence de M. Alexandre NANCHI, maire.

Date d'envoi de la convocation : 7 mars 2026

Présents : Alexandre NANCHI, Stéphanie VAUTE, Sébastien MAMMOLITI, Roseline PIRET, Yann GOAZIOU, Christel TROXLER, Jonathan DIETRICH, Alexandra PLET, Walter COSENZA, Julie MARGAIN, Guylène COGNAC, Aline BONNARD, Gilles CELLIER, Jean-Claude BRUN, Véronique VALLIER, Véronique BLANCHET, Sébastien ROUX, Mehmet GUNGORMUS, Anne-Laure CLAPISSON, Baptistine BALLANDRAS, Matthieu LAQUET, Alexia MACREZ, Matthieu LECLERC de LA VERPILLIERE, Antony SALUCE, Frédéric DESTOMBES, Jérôme GANDON, Jeanne MIERO, Elodie ARENA.

Excusé et a donné pouvoir : Nicolas ROSSILLON (pouvoir à Alexandre NANCHI)

Secrétaire de séance : Stéphanie VAUTE

Objet : Plan Local d'Urbanisme – retrait de la délibération n°2026-01-03 en date du 22 janvier 2026 et ré-approbation du Plan Local d'Urbanisme

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L. 153-21 ;
- VU** les délibérations n°2020-12-14 et n°2021-02-04 du conseil municipal respectivement en date du 15 décembre 2020 et 23 février 2021 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme actuellement opposable et approuvé le 22 janvier 2007 énonçant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation ;
- VU** la délibération n°2024-03-26 du conseil municipal du 23 mars 2024 prenant acte du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables de son plan local d'urbanisme ;
- VU** la délibération n°2025-04-11 du conseil municipal du 23 avril 2025 arrêtant le projet de révision du plan local d'urbanisme et tirant le bilan de la concertation ;
- VU** l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale n°2025-ARA-AUPP-1623 du 29 juillet 2025 sur le projet de plan local d'urbanisme arrêté ainsi que la réponse écrite du maire à l'avis de l'autorité environnementale ;
- VU** l'avis de la CDPENAF en date du 15 juillet 2025 ;
- VU** les avis favorables, exprès ou implicites, des personnes publiques associées et consultées, recueillis conformément à l'article L.153-16 du Code de l'urbanisme ;
- VU** l'arrêté municipal n° AG 2025-192 en date du 11 septembre 2025 définissant les modalités de l'enquête publique relative au PLU et du périmètre délimité de abords ;
- VU** la décision n° E25000102 / 69 du 25 juin 2025 de M. le président du tribunal administratif de Lyon désignant M. Henri CALDAIROU comme commissaire enquêteur et Mme Marie-Thérèse ANTOINETTE-FONT comme commissaire enquêteur suppléante ayant pour objet la révision du PLU et la modification du périmètre délimité des abords ;
- VU** le déroulement de l'enquête publique qui s'est tenu du mercredi 1^{er} octobre 2025 au vendredi 31 octobre 2025 en mairie de Lagnieu, le registre d'enquête à feuillets non mobiles déposé pour consultation en mairie pendant la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture, le registre dématérialisé sur le site internet <https://www.registredematerialise.fr/6624/> ainsi que les 4 permanences réalisées par le commissaire enquêteur ;
- VU** le rapport concernant le projet d'élaboration du périmètre délimité des abords et l'avis favorable ainsi que les conclusions du PLU assorti de 7 recommandations du commissaire enquêteur en date du 6 décembre 2025 ;
- VU** la publication du rapport et de la conclusion du commissaire enquêteur sur le site internet de la commune ;
- VU** le projet de PLU prêt à être approuvé, tel qu'annexé à la présente délibération ;
- VU** l'avis favorable de la municipalité en date du 8 janvier 2026 ;
- VU** la délibération n°2026-01-03 du conseil municipal du 22 janvier 2026 approuvant la révision du plan local d'urbanisme.

VU La lettre d'observations du 11 mars 2026, adressée par la préfecture de l'Ain.

VU l'avis favorable de la municipalité en date du 25 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de sa lettre d'observations, monsieur le préfet de l'Ain a relevé, dans le cadre du contrôle de légalité, la nécessité de modifier le règlement du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune, s'agissant notamment des destinations non conformes en zone N ;

CONSIDÉRANT que, afin de prendre en compte les observations de monsieur le préfet, il y a lieu de retirer la délibération n° 2026-02-03 du 22 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT que, par suite, il convient de procéder à une nouvelle approbation du plan local d'urbanisme, modifié pour tenir compte desdites observations ;

CONSIDÉRANT que le dossier d'élaboration du plan local d'urbanisme est prêt à être approuvé, conformément aux dispositions de l'article L. 153-21 du Code de l'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble du dossier d'approbation du plan local d'urbanisme a été transmis aux conseillers municipaux ;

M. Alexandre NANCHI, maire, rappelle que par délibération du 15 décembre 2020, la commune de Lagnieu a prescrit la révision générale du PLU en vigueur depuis 2007.

Cette délibération a également défini :

- Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette révision,
- Les modalités de concertation à mettre en œuvre en associant les habitants, les associations locales, les acteurs économiques, les personnes publiques associées ainsi que les autres personnes publiques consultées.

Il ajoute que par délibération du 23 mars 2024, le conseil municipal débattait sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), articulé autour de 9 orientations :

1. Prioriser le centre-ville et le Charveyron dans l'armature du territoire,
2. Diversifier l'offre d'habitat dans le statut et dans la forme,
3. Répondre à l'évolution des besoins par le niveau des équipements,
4. Pérenniser l'offre économique entre commerces, artisanat et industrie,
5. Préserver le milieu naturel,
6. Prendre en compte la transition écologique,
7. Préserver le patrimoine et les paysages,
8. Préserver l'activité agricole,
9. Intégrer dans la réflexion du PLU les risques et les nuisances.

Par délibération du 23 avril 2025, le conseil municipal tirait le bilan de la concertation et arrêta le projet de PLU.

Ce projet a par la suite été soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées et consultées ainsi qu'à l'autorité environnementale (MRAe Auvergne Rhône-Alpes). Les avis recueillis ont été annexés au dossier d'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions et conformément aux dispositions réglementaires du 1^{er} au 31 octobre 2025.

Des adaptations mineures ont été apportées au projet arrêté afin de prendre en compte les observations des Personnes Publiques Associées et consultées, les résultats de l'enquête publique, rapport de la commission d'enquête ainsi que les observations formulées par monsieur le préfet de l'Ain dans le cadre du contrôle de légalité.

Le PLU tel qu'il est présenté, est prêt à être approuvé conformément au code de l'urbanisme et que le dossier est composé des pièces suivantes :

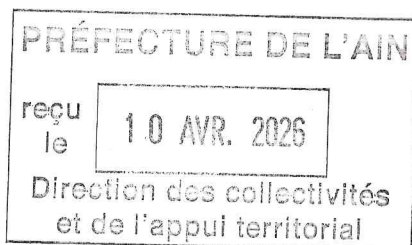
- Le rapport de présentation,
- Le projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD),
- Le règlement écrit et graphique,
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),
- Les Annexes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

- **DÉCIDE** de retirer la délibération n°2026-01-03 du 22 janvier 2026 portant approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ;
- **APPROUVE** la révision du PLU tel qu'annexé à la présente délibération, modifié afin de tenir compte des observations formulées par monsieur le préfet de l'Ain dans le cadre du contrôle de légalité.

Ainsi fait et délibéré à Lagnieu, le 03 avril 2026.

Le maire,
Alexandre NANCHI



Date de publication et d'affichage du CR : 09 AVR. 2026

Le maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.

